



## Sondages COVID-19

Document stratégique concernant les répercussions de la COVID-19 sur le secteur du patrimoine bâti

**Présenté par Action patrimoine  
Avril à juillet 2020**

## ACTION PATRIMOINE

Action patrimoine est un organisme national, à but non lucratif, qui œuvre depuis 1975 à protéger, à mettre en valeur et à faire connaître le patrimoine bâti et les paysages culturels du Québec. Nous croyons fermement que ceux-ci contribuent à l'identité collective et participent à la qualité de vie des citoyens.

En lien avec notre mission de portée nationale et à titre d'organisme de regroupement reconnu par le ministère de la Culture et des Communications, nous avons lancé 2 sondages afin de documenter l'évolution des répercussions de la COVID-19 sur le secteur du patrimoine.

## Présentation

Deux semaines après le début de la crise sanitaire, Action patrimoine a lancé un premier sondage (2 au 21 avril). Afin de documenter l'évolution des répercussions, un second sondage a suivi (14 mai au 5 juin). Voici donc une synthèse de ces deux sondages, ainsi que les propositions d'Action patrimoine pour la relance du milieu.

\* Les résultats ici présentés ont été transmis à la ministre de la Culture et des Communications le 30 avril et le 7 juillet. De plus, Action patrimoine a également envoyé ses propositions de relance le 15 mai.

## Une crise au visage multiple

### Premier sondage

Le premier sondage était disponible du 2 au 21 avril. Se voulant un portrait global du milieu, les répondants proviennent des milieux suivants: organismes à but non lucratif (34 %), professionnels du patrimoine bâti (25 %), municipalités-MRC (22 %), autres (9 %), citoyens (7 %) et artisans (3 %).

Pour les premières semaines de pandémie, l'ensemble des répondants, à une exception près, a subi des impacts de la crise sanitaire. Près de 30 % des répondants ont spécifié que leurs activités prévues étaient repoussées ou reportées. 25 % des répondants ont adapté leurs activités pour respecter les mesures gouvernementales, tandis qu'un autre 25 % a vu ses activités ralenties. De plus, 20 % des répondants ont malheureusement mentionné que leurs activités étaient arrêtées.

Tout en constatant que la crise sanitaire se répercute sur l'ensemble du milieu du patrimoine, force est de constater que les impacts eux-mêmes sont variés et plurifactoriels:

- 55 % diffusion (activités de diffusion, conférences, formations, fermeture de lieux patrimoniaux);
- 27 % contrats et travaux d'entretien;
- 5 % documentation et démarches de réglementation municipale (inventaires, consultations publiques).

Plusieurs organismes ont fait mention d'une perte de revenus issue de cette diminution d'activités, mais également de l'annulation de campagnes de financement. En début de crise, 26 % de nos répondants ont soulevé une situation préoccupante en ce qui a trait à leurs employés (licenciement ou mise à pied).

### Second sondage

Se voulant un portrait global du milieu, notre second sondage a rejoint des répondants provenant des milieux suivants: organismes à but non lucratif (52 %), professionnels du patrimoine bâti (21 %), municipalités-MRC (12 %), citoyens (9 %) et autres (6 %).

Deux mois après le début de la pandémie, la majorité des répondants disent avoir subi des impacts de la crise sanitaire. Près de 19 % des répondants ont spécifié que leurs activités prévues étaient repoussées ou reportées. 25 % des répondants ont adapté leurs activités pour respecter les mesures gouvernementales, tandis qu'un autre 35 % a vu ses activités ralenties. De plus, 7 % des répondants ont malheureusement mentionné que leurs activités étaient arrêtées.

On remarque que la crise sanitaire se répercute sur l'ensemble du milieu du patrimoine, ce qui est visible par la diversité des activités touchées :

- 56 % diffusion (activités de diffusion, conférences, formations, fermeture de lieux patrimoniaux);
- 25 % contrats et travaux d'entretien;
- 2 % documentation et démarches de réglementation municipale (inventaires, consultations publiques).

Plusieurs organismes ont fait mention d'une perte de revenus issue de cette diminution d'activités, mais également de l'annulation de campagnes de financement. En début de crise, 26 % de nos répondants ont soulevé une situation préoccupante en ce qui a trait à leurs employés (licenciement ou mise à pied). Il s'agit du même pourcentage que pour le 1<sup>er</sup> sondage.

Lorsque nous avons interrogé les répondants sur les actions du gouvernement qui pourraient être envisagées afin d'aider le milieu du patrimoine bâti, voici les trois actions jugées prioritaires:

- Plan de relance spécifique au patrimoine bâti;
- Bonification du nouveau « Programme de soutien au milieu municipal en patrimoine immobilier »;
- Aide financière.

Pour information, voir l'annexe ci-jointe.

## **Nos propositions pour la relance du secteur du patrimoine bâti**

Nous désirons réitérer les 3 propositions que nous vous avons fait parvenir le 15 mai, à la ministre de la Culture et des Communications. Il est possible de constater que ces propositions sont en accord avec les demandes exprimées par les répondants au sondage, particulièrement en ce qui a trait aux actions gouvernementales attendues pour soutenir le milieu du patrimoine.

### Proposition 1 : Rétablir et bonifier le financement au fonctionnement

En tant qu'organisme de regroupement qui doit agir à plusieurs niveaux décisionnels (provincial, municipal), mais également auprès des citoyens et des organismes, nous savons que le financement au fonctionnement est un enjeu central. Cela assure l'embauche de ressources humaines permettant de mener à bien notre mission. C'est pourquoi nous croyons que les organismes dont le rôle implique le soutien au milieu devraient voir leur financement bonifié.

Plus largement, les organismes en patrimoine ont besoin de ce soutien financier afin d'assurer la réalisation de leurs activités et de leur mission. En plus de répondre aux besoins du milieu, le rétablissement et la bonification du financement stimuleront la relance du milieu et permettront une veille sur l'ensemble du territoire. Les organismes ont un impact sur l'économie locale. Les soutenir financièrement contribuerait à la reprise économique et dynamiserait le milieu tout en assurant la préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti québécois.

### Proposition 2 : Bonifier les programmes existants

Afin que le patrimoine joue son rôle de moteur de relance économique, notre seconde proposition est de bonifier rapidement les programmes existants visant la restauration de bâtiments patrimoniaux.

Que ce soit par le programme de soutien au milieu municipal en patrimoine immobilier, le programme d'aide aux immobilisations, le programme visant la protection, la transmission et la mise en valeur du patrimoine culturel à caractère religieux, etc., une bonification des subventions assurerait la sauvegarde de nombreux bâtiments, mais augmenterait également le nombre de chantiers.

D'autre part, cette valorisation patrimoniale apporterait indubitablement d'autres effets vertueux, telle que la densification d'activités connexes. Par exemple, la revitalisation du tissu local via le tourisme, l'hôtellerie, la restauration, etc. De cette manière, le patrimoine participerait activement à la relance économique du Québec.

Proposition 3 : Élargir et bonifier le réseau des agents de développement culturel numérique (ADN)

La crise actuelle nous le démontre, les agents ADN sont grandement sollicités et jouent un rôle de premier ordre pour le milieu du patrimoine. La conception et l'innovation numériques prennent de plus en plus de place dans le secteur et nous devrions avoir les moyens nécessaires pour assurer son développement, devenu essentiel pour le patrimoine.

C'est pourquoi il devrait être envisagé d'élargir le réseau tout en bonifiant le financement aux organismes. Cela assurerait la pérennité de ces emplois au sein des organisations et permettrait au milieu de bénéficier de l'expertise de ce réseau sur le long terme.

*Dans l'annexe, Action patrimoine met à disposition les données compilées suivantes. Notre organisme remercie à nouveau l'ensemble des répondants. Toute citation ou utilisation, même partielle des données doit faire apparaître de manière lisible et identifiable, le nom d'Action patrimoine.*

# Annexe 1 – Sondages

## COVID-19, impacts sur le milieu du patrimoine bâti

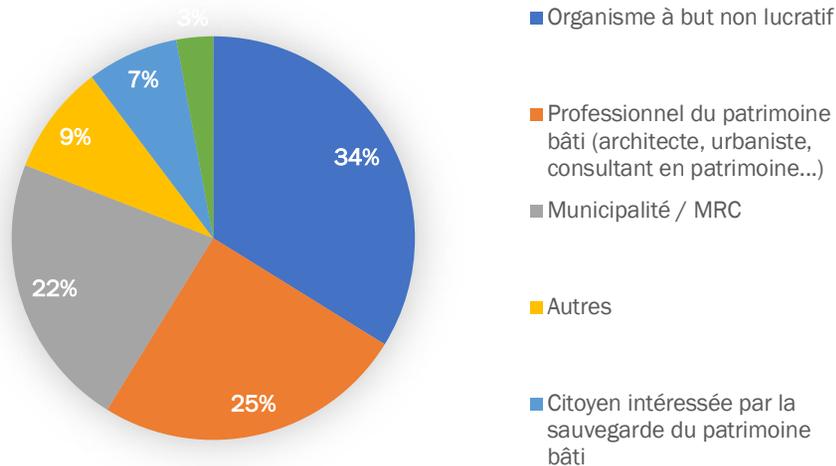
Pour ce sondage, nous avons établi une structure permettant de recueillir des données significatives en nous appuyant sur les éléments suivants :

- « Impact Assessment Framework for the COVID-19 Crisis » par Synapse C, CAPACOA et autres;
- Le sondage sur les impacts de la COVID-19 mené par l'ICOMOS;
- Notre propre connaissance du secteur du patrimoine bâti.

Ces références ont permis de baser notre démarche sur des assises solides pour mesurer les répercussions propres au patrimoine bâti au Québec. Le premier sondage était accessible à tous du 2 au 21 avril et le deuxième du 14 mai au 5 juin 2020. En voici quelques résultats :

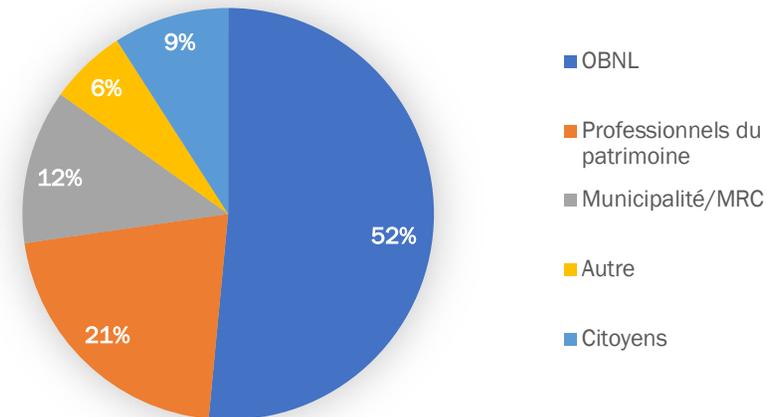
### Dans quel milieu œuvrez-vous?

Sondage 1



Données collectées par Action patrimoine, 2020

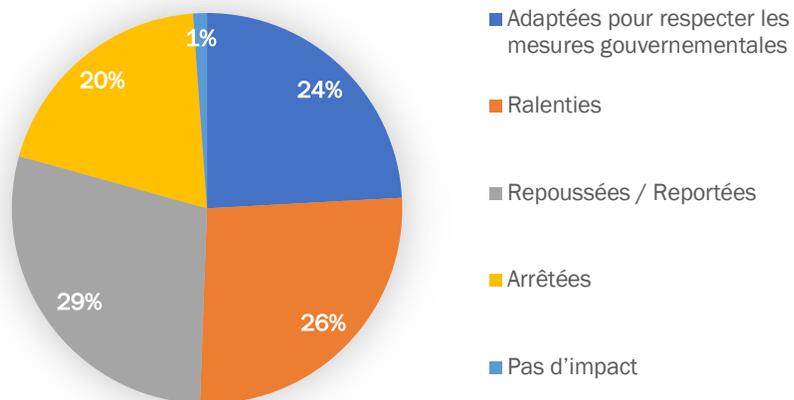
Sondage 2



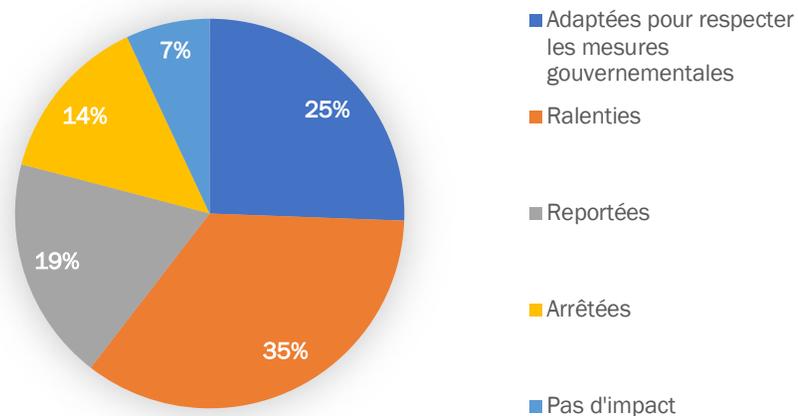
Données collectées par Action patrimoine, 2020

## Comment vos activités liées au patrimoine sont-elles touchées par la situation actuelle?

Sondage 1

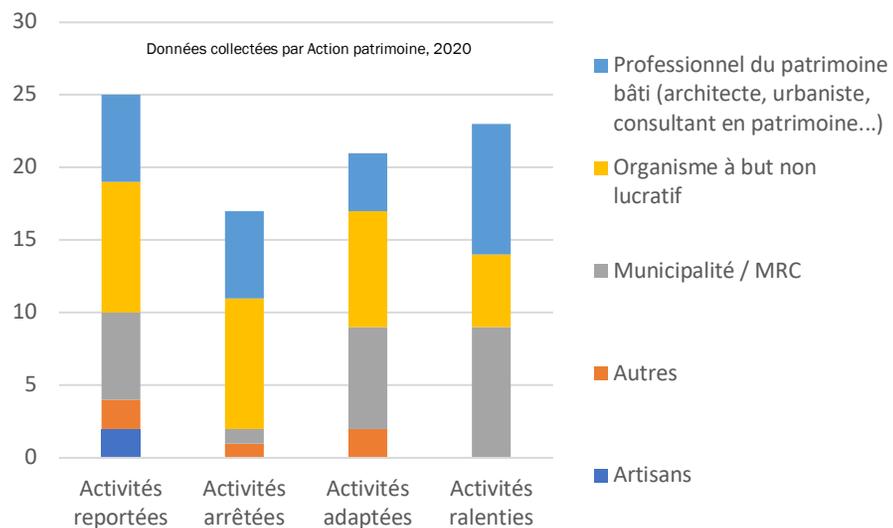


Sondage 2

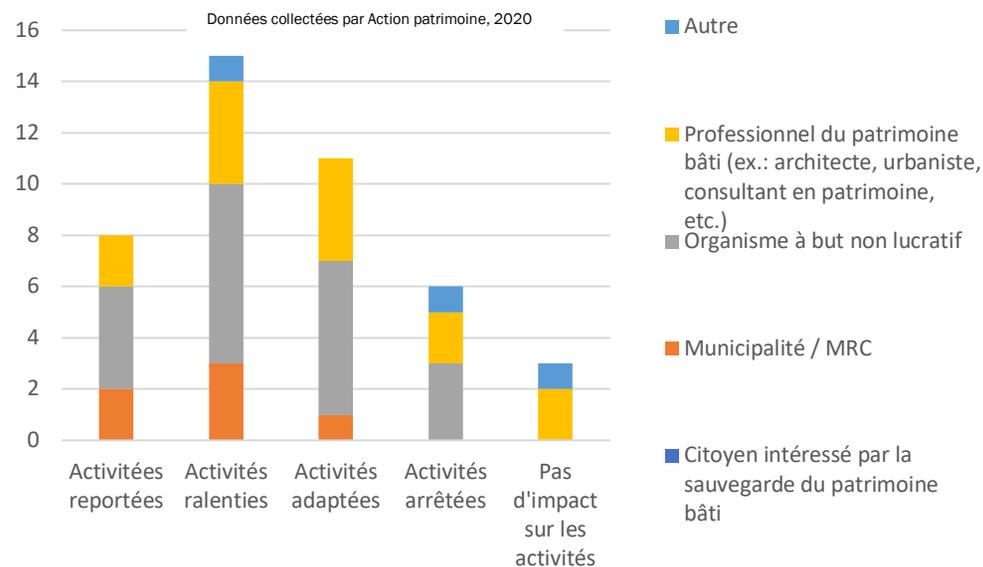


## Impacts sur les activités par secteur

Sondage 1

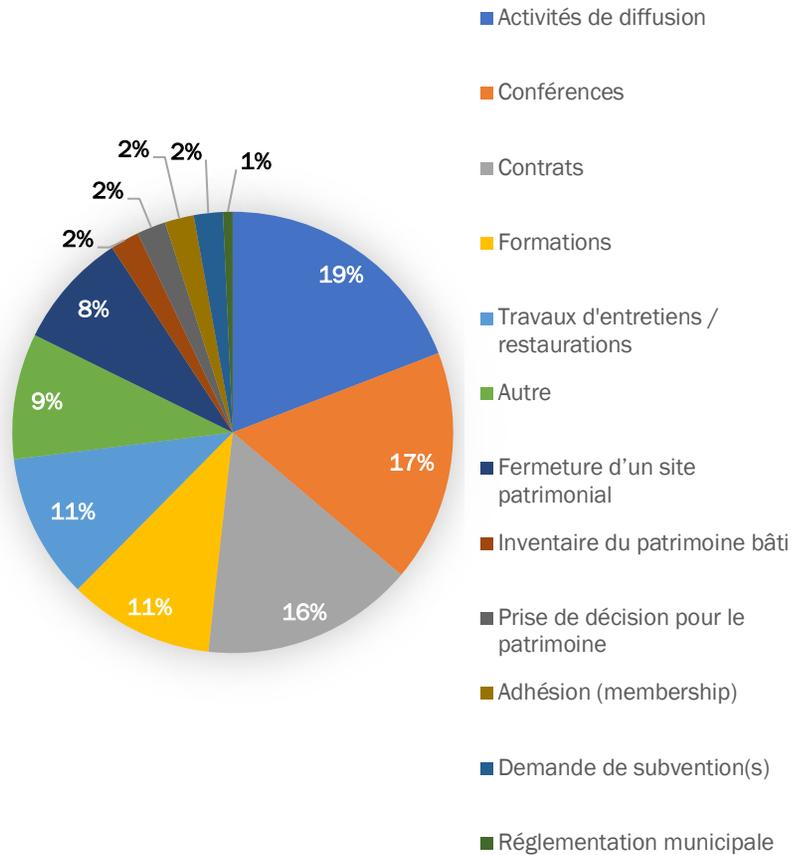


Sondage 2



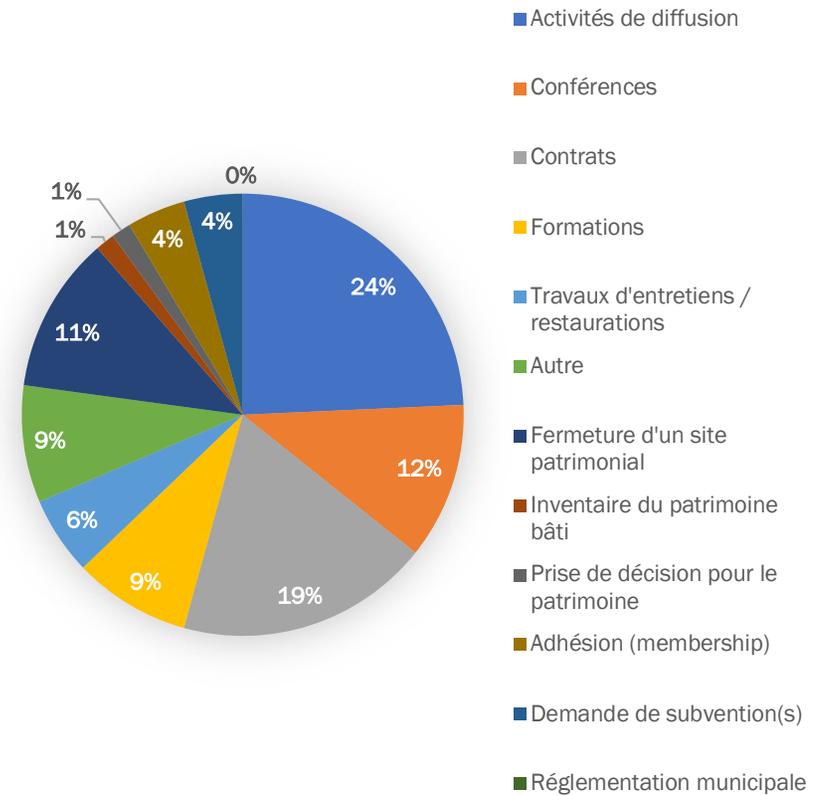
## Quelles activités sont touchées par la situation actuelle?

Sondage 1



Données collectées par Action patrimoine, 2020

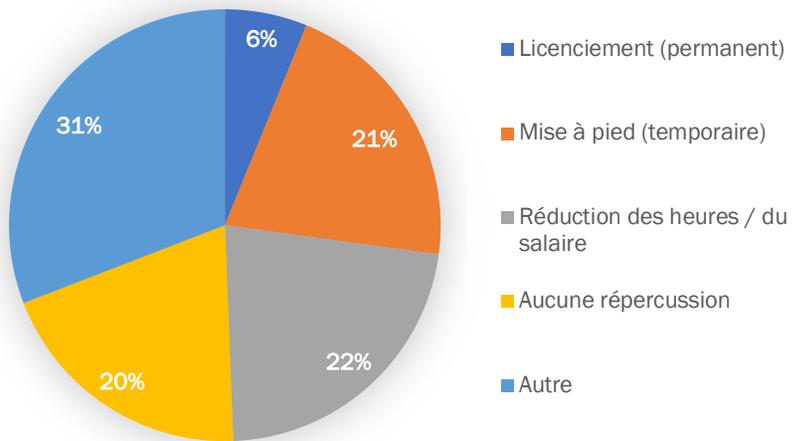
Sondage 2



Données collectées par Action patrimoine, 2020

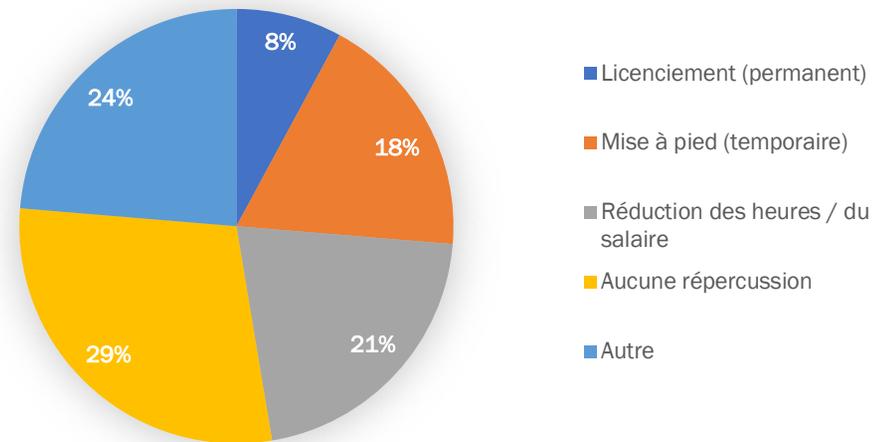
## Quelles sont les répercussions de la COVID-19 sur vos travailleurs?

Sondage 1



Données collectées par Action patrimoine, 2020

Sondage 2



Données collectées par Action patrimoine, 2020

## Selon vous, quelles actions du gouvernement pourraient être envisagées afin d'aider le milieu du patrimoine bâti?

### Sondage 2

